

Le lancement et les débuts de la Sauvegarde de Compiègne (1974-1983)

Communication faite le samedi 8 novembre 2008 par François Callais

I Sa fondation

Les soi-disant trente glorieuses années qui suivirent la guerre furent accompagnées d'excès tels qu'il fallut au moins avoir l'air de se préoccuper du patrimoine et de l'environnement, ce devint une cause nationale. André Malraux, à la tête, depuis janvier 1959, d'un ministère nouvellement créé des Affaires culturelles¹ eut le mérite de lancer les secteurs sauvegardés². Un ministre fut chargé depuis janvier 1971 de la protection de la nature et de l'environnement, tâche confiée au bourguignon Robert Poujade.

Le centre de Compiègne avait été très éprouvé par les deux guerres mondiales. Sa reconstruction avait été assez rapidement menée et réussie. Le plan de l'architecte Jean Philippot -établi dès 1941- avait utilisé les espaces détruits pour rectifier les voies et mettre en valeur les espaces -ainsi celui du pont Louis XV reconstruit- en s'inspirant de la tradition héritée de ce règne qui avait si fortement marqué la ville³.

Le grand projet de Jean Legendre qui allait doubler la population de la ville en cette seconde moitié du XXe siècle et lui faire occuper tout l'espace entre la forêt et la rivière⁴ est aussi à l'origine d'une véritable ébullition culturelle. Les années qui suivirent la formation d'un *Syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM)* fin 1970⁵, virent la fondation de l'*Université de technologie de Compiègne (UTC)* en 1972 ; mais aussi la formation des actuels *Amis des Musées Antoine Vivenel et de la Figurine historique*⁶ et de la *Société pour la protection de la forêt de Compiègne (SPFC)*⁷ partir de 1980.

La ville avait consacré la plupart de ses moyens à l'aménagement des nouveaux quartiers et le centre historique devint assez lépreux. La restauration du cloître Saint-Corneille était en panne depuis son acquisition par la Ville en 1933 ; le décor intérieur de l'hôtel de la Cloche, vendu à Potin en 1967, avait été anéanti ; la Vieille Cassine, croulante, n'avait été sauvée que de justesse en 1970 par un classement ; le théâtre municipal (XVIIIe, puis décor peint par Deligny) sis rue Vivenel - au coin de la rue Hippolyte Bottier-, bien qu'encore solide avait été démoli en 1971 ; l'hôtel de Chambaudon (ou d'Albret), rue des Domeliers, demeure de Saint-Simon lors du camp de 1698, avait été frappé de péril faute d'entretien et allait être jeté bas en 1975, suivi par les maisons voisines (Franc-Picard et Chalet normand) ; le tout faisant place à un trou béant, en attendant une opération immobilière⁸. Des constructions de «style mastoc» allaient écraser leur entourage : immeuble du 7 rue Saint-Lazare, Centre Benjamin Franklin ; il fallait les arrêter. C'est la menace de promoteurs anglais sur l'église anglicane de l'avenue Royale qui précipita la formation de la Sauvegarde, lors de l'hiver 1973-1974.

¹ Il succédait aux secrétariats d'Etat aux Arts et Lettres, dits autrefois aux Beaux-Arts, qui dépendaient du ministère de l'Instruction publique, dit depuis Anatole de Monzie (juin 1932) de l'Education nationale ; auparavant des grands services de la monarchie, telle la Surintendance des Bâtiments du Roi, avec le marquis de Marigny puis le comte d'Angiviller, à Compiègne sous Louis XV et Louis XVI.

² Loi du 4.8.1962.

³ Bulletin de la Société historique de Compiègne, t. 32e, 1992, François Callais «Le plan Jean Philippot et la reconstruction de Compiègne après 1945», p. 59-72.

⁴ La population municipale passa de 18.000 habitants en 1954 à 37.000 en 1975 puis 40.000 en 1982. Une ville comparable, Fontainebleau, fit le choix contraire et garda son cadre de vie, avec la même population de 18.000 habitants entre 1946 -qui était alors aussi celle de Compiègne- et le début de notre XXIe siècle.

⁵ L'actuelle ARC, passée de quatorze à quinze communes, par l'adhésion de Bienville.

⁶ Les collections du musée étaient menacées d'un déménagement brutal par un projet d'installation universitaire. Créée le 9 mars 1972, sous le nom d'Association de défense et sauvegarde des collections du Musée Vivenel pour la création d'un nouveau centre muséographique et culturel à Compiègne, elle fut d'abord présidée par Jean-Claude Malsy puis Suzy Bouruet-Aubertot, suivie de Jacques Cauchies.

⁷ Née des coupes rases abusives qui suivirent la transformation de la Conservation des Eaux et Forêts en Office national des forêts (ONF) à objectif industriel et commercial (loi Pisani, 1964). Déclarée le 24 mai 1972, Maître Gilbert Legendre, d'abord secrétaire général, en devint le président trois mois plus tard.

⁸ La construction de la Résidence des Remparts.

Cette Sauvegarde fut fondée le 6 mars 1974, au cours d'une réunion organisée à la Bibliothèque Saint-Corneille par son conservateur, Brigitte Sibertin-Blanc, par ailleurs secrétaire-adjointe de la Société historique et surtout secrétaire du Groupe d'Action culturelle extra-municipal⁹, une initiative municipale de concertation pour un développement harmonieux de la culture à Compiègne. La *Sauvegarde du Vieux Compiègne* prit la suite du sous-groupe qui portait d'ailleurs déjà ce nom et successivement présidé par Jean-Claude Malsy puis par moi-même¹⁰. Cette *Sauvegarde* prit aussi le relais de la *Société historique de Compiègne* dont le président, Jacques Mourichon, avait lancé le 20 février 1972, peu avant sa mort, un appel au secours¹¹. Cette société avait longtemps assumé seule¹² la défense d'un patrimoine de plus en plus menacé par l'explosion démographique voulue par Jean Legendre¹³.

II Son lancement, son organisation et ses publications

La prise en charge de cette mission se fit d'autant plus facilement que j'appartenais au conseil de la *Société historique* et que Brigitte Sibertin-Blanc en était la secrétaire adjointe et qu'elle était l'animatrice du *Groupe d'action culturelle* dont je présidais le sous-groupe de *Sauvegarde du vieux Compiègne* ; elle fut d'ailleurs¹⁴ de nos membres d'honneur, -fidèles soutiens et conseillers qui assuraient à la jeune Sauvegarde la respectabilité nécessaire-, avec Madame Jacques Mourichon¹⁵ et Louis Carolus-Barré¹⁶ : les liens avec la Société historique restaient donc étroits¹⁷. Furent également membres d'honneur : Bernard Woimant, président du Syndicat d'Initiatives, et plusieurs architectes qui avaient joué un rôle important à Compiègne : Jean Desmarest (collaborateur d'Henri Bernard et membre du conseil de la *Société historique*), Jean Philippot (auteur du plan de reconstruction de la ville), Claude Charpentier (spécialiste des secteurs sauvegardés), Michel Legendre (qui avait fondé dans l'Oise, en 1953, l'Agence des Bâtiments de France et la dirigea jusqu'en 1980) puis son successeur, Jacques Lamiot. S'y ajoutèrent : Pierrette Bonnet-Laborderie, conservateur des Antiquités et des objets d'art de l'Oise¹⁸, Christian Lapointe, conservateur du Musée Antoine Vivenel, Jean-Marie Moulin, conservateur du Château de Compiègne.

Je dus assumer la présidence jusqu'en janvier 1983¹⁹. On trouvait à la vice-présidence (il y avait alors trois vice-présidents) : Antoinette Marot, qui se chargeait de la préparation des sorties -une activité alors essentielle de redécouverte d'un patrimoine trop ignoré²⁰ - ainsi que des réceptions, tandis que Jean-Claude Malsy n'y resta qu'un an. Furent également vice-présidents au cours de ces premières

⁹ *Bulletin de la Société historique de Compiègne*, t. 27e, 1980, Brigitte Sibertin-Blanc, «Le Groupe d'action culturelle extra municipal de Compiègne, 1972-1976», p. 245-273. Une commission municipale des Affaires culturelles -ayant comme rapporteur le docteur Louis- ne se détacha de la commission des Fêtes qu'à l'automne 1982.

¹⁰ *Le groupe extra municipal, convoqué par Hubert Forestier, adjoint de Jean Legendre, se divisa en trois sous-groupes qu'animent : Jean-Baptiste Daelman -fondateur de la principale librairie de Compiègne pendant toute la seconde moitié du XXe siècle, située rue des Lombards-, Sylvie Nikitine, conservateur du musée Antoine Vivenel, Jean-Claude Malsy, actuellement l'un des meilleurs savants toponymistes français.*

¹¹ «Elle demande à son Président de favoriser la fondation d'un Groupe de de sauvegarde chargé de surveiller les atteintes aux Souvenirs historiques, aux Sites, et d'alerter la population en conséquence.»

¹² *Le Comité archéologique s'était opposé à la démolition, en 1840, de Saint-Pierre des Minimes, la Société historique à celle de l'hôtel-Dieu Saint-Nicolas en 1895, du cloître Saint-Corneille en 1946.*

¹³ *Jean Legendre reconnu, lors d'un entretien qu'il m'accorda lorsque je lui annonçai notre fondation -sans visée électorale politicienne- de la Sauvegarde, que le centre historique de Compiègne avait été négligé car il avait été trop préoccupé par la création des nouveaux quartiers.*

¹⁴ *Après avoir d'abord participé au conseil de la Sauvegarde.*

¹⁵ *Secrétaire de la Société historique et veuve de l'ancien président ; elle était née Ladan-Bockairy.*

¹⁶ *Président de la Société historique de 1973 à 1983.*

¹⁷ *Philippe Mariau, fut aussi membre des Conseils de la Sauvegarde et de la Société historique.*

¹⁸ *Grâce à elle, divers inventaires -auxquels nous participerons- seront effectués : trésor de Saint-Jacques et de Saint-Antoine ; mobilier ancien de l'Hôpital général, malheureusement en grande partie dispersé ; dépôt lapidaire de la cave située sous la bibliothèque Saint-Corneille.*

¹⁹ *Le Billet du président, en 1978, exposait mes vues : contre l'affairisme urbain mais aussi le fonctionnel trop systématique ou encore l'alibi figé des villes-musées, et je conclusais en citant Charles Maurras : « Maintenir c'est créer ».*

années, en même temps ou tour à tour : Maurice Vandendriessche²¹, Michel Mourichon²² et le colonel Pierre Moglia²³. Maurice Vandendriessche -aidé par Janine Durand puis Nicole Brémard qui avaient d'autres tâches- était chargé des relations avec la jeunesse et les établissements scolaires ainsi qu'avec les Séries artistiques. Michel Mourichon devait surveiller les travaux en cours, en liaison avec les services d'urbanisme de la Ville et partageait le rôle de conseil aux particuliers avec Pierre Moglia, qui dirigeait aussi les chantiers de la Sauvegarde avec le secours, sur le terrain même, de Raymond Oheix²⁴.

Dans cette première équipe se dévouait François Ducarme, chargé des reportages photographiques ; il fut aussi notre premier secrétaire -relayé depuis 1978 par deux de mes anciens élèves : Eric Bordes, secondé par Philippe Gueneguen- puis notre trésorier, succédant à Maurice Legros qui assumait avec efficacité cette charge presque depuis le début, un moment avec l'aide de sa femme, Jacqueline. Gilbert Marot fut des nôtres, d'abord comme secrétaire adjoint puis trésorier adjoint. Nicole Brémard, rejointe par Annie Longuet, était chargée de la documentation sur les villes d'art ainsi que de l'inventaire des monuments et des sites devant être protégés à Compiègne et aux environs ; plus tard, avec Louis Duquesnay et à la demande de Pierrette Bonnet-Laborderie, elles établirent un pré-inventaire de plusieurs communes des alentours. Janine Durand, avec le colonel Jacques Grimbert, s'occupait des relations avec la presse puis elle se passionna pour la mise en valeur de Saint-Martin aux Bois, qui fut poursuivie avec le concours du GEMOB beauvaisien de Philippe Bonnet-Laborderie²⁵. Des délégués, la plupart bientôt intégrés, complétèrent ensuite le conseil : Louis Duquesnay (chargé du *Livre vivant*), Régine Pfeiffer puis Paule Duquesnay (aux communications), Jean-Louis Covet (d'abord conseil juridique, il prendra en charge les sorties à partir de 1983), Francine Bruneaux (qui seconda Antoinette Marot dans l'organisation des sorties puis les contacts extérieurs, la presse et surtout les scolaires) nous rejoignirent à partir de 1980. La municipalité venait de nous accorder un local à la Petite Chancellerie, ce fut plus aisé pour nos réunions mensuelles bien que sans doute moins convivial que les réceptions dans les domiciles particuliers.

Des responsables étaient désignés pour les diverses activités : adhésions, ventes et approvisionnement, sorties et réceptions, chantiers de volontaires, publications, reportages et documentation photographique, surveillance des permis de construire et démolir (avec l'aide des services de la mairie et de la direction départementale de l'architecture et de l'environnement), service d'aide et de conseil, presse et communication, rapports avec les établissements scolaires, relations avec les diverses associations locales nées dans les communes voisines : Choisy, Pierrefonds -où en janvier 1977 nous intervenons, notamment à la télévision régionale, afin de protéger les rives du lac, menacées par un projet de lotissement et nous contribuons à sauver la gare désaffectée de cette ancienne ville d'eaux-, Jonquières (commune préservée notamment par les frères Carlu), Grandfresnoy -où nous soutenons M. Roze qui restaure la chapelle Sainte-Catherine-, Clairoux, Choisy,...

La Sauvegarde s'affilia aussitôt à l'Association nationale pour la protection des villes d'art, créée en 1963, sous le patronage d'André Malraux et je rendis visite à son responsable, Jacques Silvestre de Sacy qui m'encouragea²⁶. Nous avons aussi rallié le *Rassemblement des organismes de sauvegarde de l'Oise (ROSO)* qui venait de se fonder en 1975 sous la présidence de Pierre Durvin, bientôt relayé par l'abbé Bernard Merlette qui allait prouver ses talents de juriste, très utiles contre des promoteurs

²⁰ Ces promenades attiraient beaucoup -jusqu'à une centaine de personnes à Compiègne même- et permirent de recruter de nombreux adhérents. Les circuits de l'Office de Tourisme commençaient à peine.

²¹ L'infatigable animateur des Compagnons de Jehanne.

²² Fils de l'ancien président de la Société historique. Son domicile, situé rue Henri de Seroux, à l'enseigne d'« A la belle époque », fut un sympathique lieu de rencontre pour la Sauvegarde.

²³ Cf. *Les Cahiers compiégnois*, t. 1, 2007, «In Memoriam», p. 84.

²⁴ Dessinateur et chroniqueur, le « chouan » de Compiègne était passionné par sa ville d'adoption.

²⁵ Le 20 décembre 1975, une exposition sur l'abbatiale de Saint-Martin aux Bois s'ouvrait à la Bibliothèque Saint-Corneille. Une association, Les Amis de Saint-Martin aux Bois se formait au printemps 1976, y organisait aussitôt deux concerts de qualité et y tenait chaque dimanche des permanences tout en lançant une campagne de publicité. Plus tard, le relais fut pris par l'association Stalles de Picardie.

²⁶ A sa demande le préinventaire d'une dizaine d'églises, de Bitry et Couloisy jusqu'à Fresnoy la Rivière et Moyvillers fut réalisé en 1980-1981 par Louis Duquesnay, Janine Durand et Annie Longuet, avec Françoise Autissier.

immobiliers abusifs et des édiles abusés. Il fallait s'imposer et disposer d'un réseau d'appuis. Nous obtenons ainsi en 1978, étape importante, l'« Agrément juridique » qui nous permettait de participer à la préparation des documents d'urbanisme et d'intervenir éventuellement en justice.

Une médaille de la Sauvegarde -reproduisant celle du pont Louis XV- est offerte à nos meilleurs soutiens et bienfaiteurs, elle récompense aussi les lauréats de nos concours de maisons restaurées. Nous avons envoyé notre médaille au président de la République, avec une lettre de remerciement pour les mesures prises en faveur des associations de sauvegarde, il nous fit répondre aimablement. Le 11 novembre 1978, Jean Legendre me présenta à Valéry Giscard d'Estaing, qui me dit : «Vous avez raison de lutter. Il faut utiliser tous les moyens désormais à votre disposition». Jean Legendre s'écria : «Ils ne s'en privent pas !». Nous fûmes aussi soutenus par le sous-préfet, Larvaron, par Michel Woimant, adjoint à l'urbanisme, par Michel Louis, adjoint aux affaires culturelles, par le Conseil général, par la presse locale²⁷ mais aussi nationale²⁸ par le Syndicat d'initiatives alors présidé par le docteur Bernard Woimant et dont le personnel fut très complaisant : le SI prenait à sa charge : adhésions, ventes et inscriptions aux sorties-enquêtes. La plupart des conférencières des Monuments historiques, tout juste mises en place, prenaient part d'ailleurs à nos activités²⁹. Nous participons à la définition du «site inscrit»³⁰, aux *Séries artistiques*³¹, à *l'Année gothique en Picardie* ainsi qu'à *l'Année du patrimoine architectural européen* et à son exposition itinérante. Nos assemblées générales sont des manifestations courues. Cependant nous réclamâmes en vain la formation d'une «commission du patrimoine» qui réunirait les responsables de l'urbanisme compiégnois avec les connaisseurs du patrimoine local (archéologues, historiens et architectes). Je fis longtemps partie de la commission départementale des objets mobiliers et, un moment, de celle des sites et me mis en relation avec le CAUE (*Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement*) nouvellement créé.

Nous vendions des écussons autocollants qui proclamaient «Sauvegardez Compiègne !», des pochettes de cartes postales illustrées par Mondreix (pseudonyme de Raymond Oheix), d'autres avec des illustrations anciennes, des reproductions de plans anciens, des dossiers et brochures, des *Images du Vieux Compiègne* d'après huit dessins à la plume de l'artiste graveur Patrick de Manceau³². Un dossier scolaire fut établi sur Saint-Corneille, et l'on distribua des fiches pédagogiques. Les archives de Saint-Jacques et Saint-Antoine, alors abandonnées, furent inventoriées puis déposées à l'hôtel de ville. Tracts, affiches, expositions diverses, telle celle des cartes anciennes à la Petite Chancellerie, organisée par Oheix en novembre 1977, élargirent notre audience. On publia les *Cahiers de la Sauvegarde* : «Les Minimés et l'Hôtel de Ville», «Saint-Jacques», «Promenades 1977», «Heurs et Malheurs de la rue des Domeliers, d'une maison historique à une Résidence», «En forêts de Compiègne et de Laigue»,...ainsi que «Le Livre vivant de Compiègne», t. 1 et 2, précieux recueils de témoignages oraux recueillis par Louis Duquesnay. Nos *Bulletins*, du n° 1 (avril 1975) au n° 5 (janvier 1979), furent suivis des *Signaux* qui, du n° 1 (avril 1979) au n° 8 (septembre 1982), furent encore en majeure partie rédigés par le président³³. Le n° 3 fut une pétition à signer, intitulée «Alerte au patrimoine».

²⁷ Notamment *En Poche* et *La Gazette* de Jean-Claude Malsy, avec Mondreix. *le Courrier picard* s'ajoutait en 1975 à *L'Oise matin-Le Parisien*.

²⁸ *Le Figaro* publie ainsi en première page un article de Guy Le Bolzer.

²⁹ Je participai d'ailleurs longtemps à la préparation et au jury du concours des conférencières des Monuments historiques recrutées par l'office de Tourisme ; le premier d'entre eux date de juin 1978. Compiègne avait obtenu le titre de « Ville d'art ».

³⁰ Le « Site inscrit du centre urbain de Compiègne » fut créé par arrêté du 5 février 1976, signé par Michel Guy, secrétaire d'État aux Affaires culturelles du ministre Chirac. Il englobait tout l'intérieur des remparts avec leurs abords au-delà, plus une tête de pont sur la rive droite de l'Oise.

³¹ Lancées par Béatrice et Hugues de Varine. Nous participons à leurs expositions qui veulent animer le cloître Saint-Corneille rouvert en 1975 pour l'Année gothique en Picardie et à leurs visites (notamment dans les maisons forestières).

³² Chargé de la conservation du musée de la Figurine historique.

³³ Leur périodicité ne devint régulière- avec en principe trois numéros annuels- qu'à partir de 1985 et à partir de novembre 1986 ils furent mieux agrafés.

III Les activités des premières années³⁴.

Ce fut d'abord une sorte d'état des lieux, un inventaire photographique des erreurs qui défiguraient le centre historique, illustré par une exposition dite «Les points noirs du vieux Compiègne» qui se tint en juin 1974 dans les gravats du cloître Saint-Corneille dont la restauration allait enfin s'achever en 1975, pour l'«Année gothique en Picardie». Il s'agit d'informer : les pouvoirs publics, les collectivités locales, de rendre les habitants conscients de la solidarité entre les quartiers et entre les générations. Au dossier de ces points noirs³⁵ va s'ajouter un fichier documentaire et photographique des extérieurs et, si possible, des intérieurs des immeubles et des sites à préserver, notamment en vue de dossiers de classement ; on prévoit un inventaire rue par rue et maison par maison. On annonce une plaquette illustrée des restaurations annuelles.

Claude Charpentier, dès juin 1974, inaugure nos causeries avec «Les secteurs sauvegardés» qu'il connaît si bien. En juin 1975, c'est une séance d'information sur le «site inscrit» de la ville, projet auquel nous participons, mais aussi une exposition de photographies à Saint-Jacques, avec le concours d'équipes scolaires, sur les richesses artistiques et historiques, inconnues ou méconnues, de Compiègne et ses environs. Nous lançons le projet de secteur piétonnier lors d'un débat public en mars 1976, auquel participèrent le maire et les commerçants intéressés, qui avaient d'ailleurs tous reçu préalablement une lettre explicative ; c'est ce projet, axé sur la rue des Lombards, qui l'emportera. Nous allons participer à la révision et pour certains à l'élaboration des Plans d'occupation des sols³⁶, grâce à Michel Woimant, alors adjoint à l'urbanisme. Nous rencontrons les responsables d'EDF et des PTT avec les services techniques de la mairie, à propos des : cours intérieures, murs aveugles, câbles et poteaux, du muret de parpaings derrière la porte de l'Arsenal, de l'entrée du cloître,...du décor des commerces, des arbres, des pavés, du mobilier urbain, ...

Des « chantiers de la Sauvegarde » commencent dès le printemps 1976 avec la réfection du portail XVIIe siècle de la chapelle Saint-Nicolas, peinte «sang de dragon séché» et retrouvant ses deux fleurs de lys ; ce sera bientôt la restauration, entamée par la porte, de la façade de l'annexe de l'hôtel du Boeuf, au 11, rue de Paris. Saint-Jacques bénéficie de la remise en état de ses lustres, de son banc d'oeuvre et d'une console Louis XV,...et nous réclamons le retour du Christ de la poutre de gloire. Saint-Antoine obtient des cadres pour ses tableaux restaurés. Les deux arches encore visibles de l'Ancien pont sont dégagées par une équipe dirigée par Raymond Oheix.

1975, *l'Année gothique en Picardie*, voit l'ouverture du cloître Saint-Corneille (avec une sépulture décente aux os retrouvés) et l'hôtel de ville récupère l'ancien hôtel de la Cloche et se réaménage. La Vieille Cassine est mise hors d'eau. Le parc de Royallieu est ouvert. Les berges de l'Oise sont redécouvertes. Les arcades du Petit Lendit sont sauvées. Les alentours nettoyés de la Grosse Tour la mettent en valeur. Je m'entremets entre les héritiers de la famille qui sauva Notre-Dame de Bon Secours et la Ville qui accepte de la prendre en charge et va la restaurer. Une galerie marchande est prévue à l'ancien Grenier à sel. La Petite Chancellerie, acquise par la ville après avoir subi quelques dégâts, peut être réaménagée. Saint-Pierre des Minimes peine à se débarrasser de son stand de tir et va attendre son dégagement. Une promenade des remparts est projetée, mais va se limiter aux terrains acquis dans les fossés. La couronne de grands arbres de l'ancien calvaire sur le rempart est préservée mais il ne reste rien de l'hôtel Saint-Simon. Le «façadisme» permet à plusieurs maisons mal entretenues et finalement détruites de garder au moins le style de la rue ; c'est notamment le cas des 10 et 12, rue Pierre d'Ailly et 14, rue d'Ulm, mais l'immeuble du 28, rue Notre-Dame de Bon Secours est préservé³⁷. Le secteur piétonnier, inauguré en octobre 1982, est identique à notre projet de 1976, mais nous réclamons aussi un «enclos urbain» à vitesse très réduite. Nous défendons le pavillon de la Norvège à l'exposition universelle de 1900, devenu auberge de la jeunesse puis clochardisé il ne pourra pas être sauvé ; en revanche nous contribuons à préserver l'hôtel de Sessevalle-Soultrait (anciennement de Beaussier), face à la Sous-Préfecture. Cependant, le clocher de Saint-Corneille reste en panne et le site de Champlieu va être scandaleusement abandonné.

³⁴ On peut consulter *Les Points noirs -catalogue de l'exposition de juin 1974 sur le chantier du cloître Saint-Corneille-* les Bulletins puis les Signaux.

³⁵Liste de ces points noirs donnée en annexe.

³⁶ Les POS -1 et 2 puis 3 et 4 successivement étudiés- couvraient la totalité du territoire de Compiègne.

³⁷ En 1980, grâce à l'obstination de Gilbert Marot qui venait de trouver sa juste place comme responsable des permis de construire et de démolir.

Une «Semaine de l'habitat rural autour de Compiègne» (novembre-décembre 1977) réunit à la Petite Chancellerie (prêtée par l'UTC) quatre expositions : Maisons paysannes de l'Oise (M. Bayard), Fermes du Soissonnais (Marie-José Salmon), Pierrefonds (Mme Blic), les peintures d'Edmond Daynes, avec des conférences-débats et des visites, plus une autre à la Bibliothèque : «Nos villages, bons et mauvais exemples» (Claude Charpentier). Nous organisons en 1979 un concours de photos, «Les curieux de Compiègne», sur les aspects méconnus de la ville ; il est présenté par Le Parisien-Oise-Matin. La coupe de la *Sauvegarde* est offerte à un Centre de jeunesse.

Un « Concours des maisons restaurées » obtient un beau succès (propositions des primés par le bureau mais vote final par les adhérents) : trois médailles de la Sauvegarde -reproduisant celle du pont Louis XV- sont remises le 26 février 1978 à la Petite Chancellerie : La bouteille d'argent, Charcuterie Lacot, Vieille Cassine (Mme Cayol) et plusieurs diplômes attribués aux : 11, rue des Cordeliers (Bernard), 21 Sorel (Dinechin), 11 rue de Paris (Caisse d'Épargne), Bar Alexandre (Verrier), 9 rue Bernanos (Bousquet), 21, rue de Pierrefonds (Talvy). Le Crédit agricole qui a restauré le 5 rue Fournier-Sarlovèze aide à la publication du Bulletin 4 (janvier 1978). En 1980, un deuxième « concours des maisons restaurées », pour l' « Année du patrimoine », est axé sur l'harmonisation des aménagements commerciaux avec le style des maisons et des rues. Lors d'une réunion d'information, les architectes Moufle et de Sèze présentent un bilan architectural du secteur inscrit à l'inventaire depuis 1976 et leur réflexion sur l'évolution de son urbanisme. La *Sauvegarde* s'en félicite mais réclame une règle précise et rigoureuse car un libéralisme débile anéantirait les meilleurs principes.

Rappelons que nos sorties-enquêtes, que je dois présenter pour la plupart, ont un succès constant grâce à leur organisation par Antoinette Marot³⁸. Gilbert Marot, -qui veillait maintenant sur le patrimoine immobilier-, devint en 1981 vice-président, à côté de Michel Mourichon auquel succédera Francine Bruneaux, chargée du «rayonnement», c'est à dire notamment des rapports avec le public scolaire. A partir de 1983 -alors que je prenais d'autres responsabilités à la Société historique-Antoinette et Gilbert Marot eurent en charge la Sauvegarde ; l'heureuse vivacité et l'esprit d'initiative de la première s'accordait avec la rigueur organisatrice du second. L'équipe du conseil- qui avait été d'abord très diverse, avec des personnalités marquées et même contrastées- devient plus homogène et disciplinée. L'activité, assez frénétique des débuts, sera plus ordonnée. Faire perdurer efficacement une association est souvent plus difficile que la lancer. Grâce à leur direction et à une équipe à la fois fidèle et renouvelée la Sauvegarde est restée vaillante et elle est reconnue comme un partenaire avec lequel il faut compter³⁹.

Liste des points noirs répertoriés en 1974

Aménagement de la place de l'Hôtel de Ville et de la petite rue Saint-Jacques, avec sauvetage de l'hôtel de la Cloche ; muret de parpaings derrière la porte de l'Arsenal ; rue de Pierrefonds : enseignes fâcheuses et crainte pour La bouteille d'argent, n° 21 : cour à préserver ; rue de la Sous-préfecture : sauvetage de la Petite Chancellerie (occupée par l'UTC), du n° 10 (actuelle Cave Saint-Vincent) et du n° 11 (hôtel des pages) ; Haras : murs décrépis ; Saint-Jacques : supprimer les ajouts de brique ; rue Solférino : réclames trop voyantes et entrée de l'actuel Monoprix ; rue Sainte-Marie : un mur aveugle à améliorer (l'actuel Monoprix) ; rue Pierre Sauvage gâchée par des sorties de garages et des entrepôts, trou au n° 11 ; rue Hippolyte Bottier : des enseignes agressives et des immeubles fâcheux, tel le n° 21 (indiqué 19) ; rue Le Féron : n° 10 et n° 16 (hôtel d'Artois) à sauvegarder ; rue Vivenel : Les Petites Écuries du Roi gâchées et les vantaux de sa porte «égarés», 26 bis porte à restaurer ; place du Château à améliorer (dont une dent creuse voisine du collège) ; rue d'Ulm : maisons à restaurer (n° 10, n° 16), collège (bitume et baraquements), Théâtre Napoléon III à faire revivre ; rue Fournier-Sarlovèze : immeuble n° 29 peu en harmonie ; rue des Minimes et impasse Laly : libérer l'église Saint-Pierre et protéger l'ancien couvent des Minimes avec sa chapelle ; rue Saint-Corneille : cloître et clocher de Saint-Corneille à restaurer et autres vestiges à respecter (ex. niche de l'église) ; rue des

³⁸ Liste de ces sorties-enquêtes donnée en annexe.

³⁹ Après avoir coordonné au mieux pendant ces années de présidence un travail qui fut celui de toute une équipe en gestation, formée de personnalités très diverses, dévouées et enthousiastes, je participai encore à quelques sorties qui suivirent mon retrait (notamment aux vendangeoirs du Laonnois) et surtout je restai fidèle à nos assemblées générales et, le plus possible, à nos conseils. Je ne fus plus qu'un témoin admiratif.

Lombards à rendre piétonne et passage à redécouvrir vers la rue des Cordeliers, l'ancien grenier à sel à nettoyer (fronton sculpté) ; rue des Domeliers : n°7 la Poste trop massive construite en 1929 ; n° 17 l'hôtel de Chambaudon ou d'Albret non entretenu ; le fâcheux immeuble n° 4 ; place du Marché aux herbes : salle côté rue Jeanne d'Arc à remplacer ; rue des Cordeliers : salle des ventes peu en harmonie ; Saint-Antoine (balustrade à restaurer), rue Saint-Antoine : maisons à restaurer n° 5 et 12 ; rue des Gourneaux : hôtel des Gourneaux à restaurer, arcades du Petit Lendit menacées ; rue de Paris : n° 11, annexe de l'hôtel du Boeuf, à sauver ; rue d'Austerlitz : l'hôtel du Grand-Maître de France divisé en trois lots avec ses ailes commercialisées et son bas-relief d'Icare à protéger ; chapelle Notre-Dame de Bon Secours à mettre en valeur en dégagant son site ; alentours négligés de la Grosse Tour ; Hôtel-Dieu Saint-Nicolas : façades à nettoyer et chapelle à restaurer (occupée par le Centre d'animation de Compiègne et du Valois) ; Ancien Pont : arches à dégager ; Saint-Germain : à dégager d'appentis. Quai Fleurant-Agricola à réaménager en promenade. Les avenues à préserver, avec leurs quatre rangées de grands arbres. Le mobilier urbain et les panneaux de signalisation sont à mieux choisir. Enseignes criardes et panneaux publicitaires ; affichage : à surveiller ainsi que crépis, peintures. Câbles, pylônes et coffrages EDF- GDF et des PTT à revoir. Entrepôts, garages, ateliers importants ne sont plus à leur place dans le centre historique. Trop de rues décapées et bitumées avec des parcs envahissants. Le Compiègne souterrain à préserver. Les noms anciens à garder ou à rappeler. Les regrets sans remède : le vandalisme révolutionnaire et la spéculation qui suivit la vente massive des biens nationaux ; la place du Château inachevée et hétérogène ; le théâtre de la rue Vivanel démoli en 1971 ; la Caisse d'Épargne au fronton sculpté (32, rue d'Austerlitz) mais qui remplaça deux hôtels anciens ; le cellier dit de Saint-Louis (en fait XIIe) enfoui sous les gravats après le bombardement de 1940 et le Grand Canal alors à moitié comblé ; le cimetière de Clamart nivelé en 1952-1960 et cet espace vert devenu une place banale.

Liste des sorties-enquêtes de 1974 à 1983

-1975 (3): L'abbaye de Royallieu et sa ferme puis Saint-Germain et Notre-Dame de Bon Secours. Le tour des remparts. Le secteur sauvegardé de Senlis (présenté par Claude Charpentier, suite à une de ses conférences).
-1976 (4) : Les Minimes et l'Hôtel de Ville. Saint-Jacques et son trésor. Rouen et l'exemple de son secteur piétonnier (présenté par Régine Barbotin) et dont son responsable, M. Gaspérini, était venu nous entretenir auparavant. Les maisons forestières. -1977 (5): Saint-Antoine et ses alentours. Pierrefonds. Sur les pas de Jeanne d'Arc. Vers Saint-Martin aux Bois. Aux sources de l'Autonne. - 1978 (5): Le château. Compiègne monastique. Beauvais (guidés par Pierre Durvin). Les vivants chez les morts (les cimetières). La moyenne vallée de l'Autonne (d'Orrouy à Saintines). - 1979 (5): Aux sources de l'histoire de Compiègne (archives municipales et bibliothèque Saint-Corneille). Vieilles maisons vieux secrets (plusieurs hôtels particuliers). Villers-Cotterêts. Sur la route de Clermont. La basse vallée de l'Autonne. -1980 (4): Le nouveau Compiègne (présenté par M. le Maire). Vieilles maisons vieux secrets (nouvelle série). L'art des jardins (Valois et Senlis). De Verberie à Pont Sainte-Maxence. -1981 (6): Les hôpitaux et les grandes demeures de Compiègne. Le château du Fayel et les sauvegardes de Sainte-Catherine de Grandfresnoy, Jonquières et Moyvillers. Granges abbatiales et dîmières. Pierrefonds et sa Sauvegarde, Saint-Étienne Roilaye, Chelles, Hautefontaine, Cuise, Croutoy. Choisy au bac et sa sauvegarde, Rethondes, Berneuil, Saint-Crépin aux Bois. Saint-Martin aux Bois (avec le GEMOB beauvaisien). -1982 (6): L'architecture à travers les âges (le centre et les avenues de Compiègne). Noyon et ses environs (avec la Société historique de Noyon). Les champs de bataille proches de Compiègne (avec la Société d'archéologie militaire du Noyonnais). Le chant grégorien à Saint-Wandrille et Jumièges. A l'assaut des châteaux-forts du Soissonnais. Portes ouvertes sur Compiègne insolite (cette journée fut particulièrement réussie grâce à Antoinette Marot, sa remarquable organisatrice). Ce même dimanche 3 octobre on inaugurerait le secteur piétonnier, avec la galerie du sculpteur sur pierre, Michel André, située dans le passage vers la rue des Cordeliers. -1983 (4): Les cisterciens, moines agriculteurs et bâtisseurs (les granges du plateau picard autour d'Estrées Saint-Denis). Ourscamp et ses abords. Les abbayes meurtries (Crépy, Longpont, Valsery, Lieu Restauré, Bourgfontaine, Armentières sur Ourcq). De la Brinvilliers (Offémont) à Clovis (Vic sur Aisne).